

EDITORIAL

Gens honnêtes

ON comprend le souci du ministère et du ministre des Finances: les finances publiques sont délabrées et la confiance s'est perdue. Ils cherchent des mesures à rendements rapides, sans créer d'agitation. Et qui ne créeront pas de remous dans les liens politiques. Pour être correct, il faudrait aussi parler accointances d'intérêts où les seuls à ne pas marchander entre eux semblent être le PJD et le RNI. Ces comportements sapent la confiance.

L'article 9 a provoqué une violente dispute en Conseil de gouvernement cette semaine. Et avec raison. Il n'y a rien qui serve de garde-fou à cette folle disposition décidant que, au Maroc, la Justice ne compte plus.

Mais ce n'est pas tout. L'Etat et les contribuables sont volés par de petits réseaux complices (municipalité-avocat-experts, éventuellement juge), mais puisque l'Etat a peur d'eux (mais pourquoi donc?!), il recule, évite d'enquêter et bien sûr évite les condamnations. L'Etat a donc décidé de punir les gens honnêtes, qui, eux, se laissent faire... jusqu'à ce qu'ils enfilent des gilets...

Entre-temps, l'autre objectif, celui d'établir la confiance, s'effondre. Ipso facto.

Même cas avec les médecins et les étudiants en médecine, dans le public. Leurs représentants enfourchent des thèmes qui sont un refus absolu de contrôle, de transparence et d'égalité. Les dérives sont telles que les scandales s'enchaînent, comme celui du médicament contre l'hépatite C refusé aux malades modestes. Ou bien le chantage des étudiants pour interdire la concurrence du privé.

Et voici que la promotion immobilière politiquement chouchoutée pendant 20 ans, et ayant omis de payer le peu d'impôts et taxes, voulant obtenir de payer plus tard, quand elle y pensera! Que peuvent bien penser les promoteurs honnêtes de ce tour de passe-passe favorisant leurs concurrents fraudeurs?

Que pensent, que disent les millions de gens honnêtes que compte le Maroc? Pas la peine de faire un dessin! ☐

Nadia SALAH

« Article 9 »

Le compromis Benchaâboun

- Jusqu'à 1 million de DH, tous les jugements exécutés en 2020
- Au-delà, les ordonnateurs doivent régler dans les 4 ans
- Le décret sur la passation des marchés publics sera révisé

Voir page 2

Crowdfunding immobilier Comment lever des fonds autrement

ALORS que le secteur immobilier passe par des baisses cycliques marquées par un ralentissement des ventes et d'importants stocks d'inventures, de nouveaux mécanismes de financement (crowdfunding, OPCI...) arrivent. Dès 2020, le marché devra réinventer le mode d'accès au financement grâce à des plateformes technologiques dédiées qui lèvent des fonds pour des projets de construction ou de rénovation de logements, bureaux, hôtels, commerces... Le ticket d'entrée est accessible au plus grand nombre, voire même aux particuliers, avec une maturité de l'investissement plutôt courte. ☐

Voir Analyse pages 4 à 6

■ L'ONEE reçoit des financements allemands

■ Addoha va lever 800 millions de DH

Voir De Bonnes Sources

■ Bourse: Retour en force attendu des institutionnels

Voir page 11

Grand-messe de la presse francophone à Yaoundé

Voir pages 20 à 24

L'ECONOMISTE.com

Le plus grand site d'information au Maroc

